

Attitude des colons à l'égard du retrait des Territoires

Résultats d'une enquête menée par La Paix Maintenant

Juillet 2002

Shalom Ah'shav (La Paix Maintenant) a mené une étude portant sur l'attitude des colons à l'égard du retrait des Territoires. Cette enquête, sans précédent par son envergure et sa précision (3 200 foyers repartis en 127 implantations) montre que :

- **1 Plus des 2/3 des colons (68%) obéiraient à une décision démocratique de retrait et seule une minorité des plus restreintes (6%) s'opposerait à un tel ordre. 2% seulement résisteraient par tous les moyens.**
- **2 La majorité absolue des colons (59%) privilégie l'indemnisation pour solution.**
- **3 La très grande majorité des colons (77%) a choisi de vivre dans une implantation pour des raisons de "qualité de vie".**

Objectifs de l'enquête

1. Déterminer l'attitude des colons en cas de retrait.
 2. Évaluer l'importance du noyau dur "extrémiste" susceptible de résister au retrait par des moyens violents.
 3. Examiner les positions politiques, religieuses et nationales des colons en corrélation avec leur lieu de résidence et leur attitude à l'égard du retrait.
-

Méthodologie

L'enquête a été conçue, conduite et analysée par le Dr Micha Hopp (du **Hopp Research Company**). Un comité de professeurs de l'université de Tel-Aviv (Yitzhak Schnell, Dan Jacobson and Yohanan Pérès) a supervisé le travail de recherche et d'analyse à tous les stades.

Échantillonnage

Les données ont été réunies à partir d'un échantillon représentatif de 3 200 foyers répartis dans 127 implantations de la Rive occidentale du Jourdain et de la Bande de Gaza, ainsi que d'un groupe témoin de 800 citoyens israéliens vivant à l'intérieur de la Ligne verte [la Ligne verte délimite les frontières antérieures à la guerre des Six Jours - NdT]. Quelque

4 000 interviews téléphoniques ont été menées, ce qui constitue un échantillonnage d'une ampleur exceptionnelle. 150 habitants ou plus (environ 30 foyers) ont été interrogés dans chaque colonie, et des habitants de presque toutes les implantations de moindre importance l'ont également été. Même dans les plus petites d'entre elles, un échantillon de dix foyers au moins a été interrogé.

Conduite de l'enquête

Afin de neutraliser l'impact des événements, l'enquête a été menée en trois vagues successives d'avril à juin 2002. Les données ont été recueillies par deux instituts de sondage travaillant séparément afin de garantir leur fiabilité.

Synthèse des résultats

Réaction à une décision de retrait

Plus des deux tiers des colons (68%) reconnaissent la souveraineté des instances démocratiques du pays (la Knesseth [le Parlement], le gouvernement, la majorité juive de la Knesseth et/ou un référendum) concernant la décision du retrait des colonies et **s'y conformeront**. Près d'un quart d'entre eux (26%) se plieront à une semblable décision de retrait après avoir s'y être opposés par des moyens légaux ; **une petite minorité (6%) se déclare prête à lutter contre une telle décision y compris par des moyens illégaux, fût-ce en se mettant en danger, eux-mêmes ou leurs familles**. Seul un tiers environ de cette minorité, soit 2% du total, peut-être défini comme "extrémiste" selon les critères de notre étude. **Ainsi, seuls 2% des colons sont-ils prêts à user de la force des armes contre le retrait.**

Solution de prédilection en cas de décision de retrait

Si la décision du retrait est prise, une indemnisation correcte représente la meilleure solution pour 59% des colons interrogés. 10% préféreraient se réinstaller dans une collectivité à l'intérieur de la Ligne verte. 23% préféreraient passer collectivement dans une autre implantation des Territoires. 9% seulement refuseraient toute solution.

(La disposition à accepter une indemnisation est plus forte parmi les colons qui se définissent comme laïques ou traditionalistes. Ceux qui se définissent comme ultra-orthodoxes y sont moyennement prêts. Le refus le plus net, sur ce point comme sur d'autres, vient de ceux qui se définissent comme national-religieux. Le groupe le plus extrémiste se trouve dans de petites implantations proches des grandes cités palestiniennes. Dans les zones conçues comme des "**blocs d'implantations**" (selon les

plans rendus publics par le passé, comme le plan Beilin-Abu Mahzen ou le plan Barak), **l'intention de partir contre compensation financière est forte.** Ces colons obéiraient également aux décisions des instances démocratiques.)

Raison première du choix de vivre dans une implantation

77% des colons ont choisi de vivre dans une implantation en prenant la "qualité de vie" pour cause première ; 20% sont là essentiellement par choix religieux ; 3% seulement ont choisi de vivre dans une colonie avant tout parce qu'ils croient que les implantations assurent la sécurité de l'État.

Positions politiques

86% des colons se définissent eux-mêmes comme "de droite". Dans le groupe témoin de citoyens juifs vivant à l'intérieur de la Ligne verte, 63% se définissent comme "de droite". 40% environ des colons se caractérisent eux-mêmes comme national-religieux.

Nécessité de parvenir à un accord de paix avec les Palestiniens

La majorité absolue des colons (55%) admet le principe d'un effort à faire pour parvenir à des accords de paix avec les Palestiniens. À l'intérieur de la Ligne verte, ce taux est de 69% parmi les citoyens juifs.

Conclusions

Le retrait des colonies est possible, même aujourd'hui

- **La plupart des colons sont prêts à se retirer contre compensation.**
- **Seule la plus infime minorité résistera par la force.**

1. L'écrasante majorité des colons exprime des vues pragmatiques et réalistes concernant le retrait et son indemnisation. En cas de décision de retrait, une nette majorité de colons est prête à accepter de se retirer des Territoires en échange d'une compensation financière correcte. Les positions énoncées par le Conseil des Colons et par les partis de droite **ne sont pas celles de la majorité des colons**, mais bien leurs positions politiques personnelles (et minoritaires). L'attitude de la majorité des colons ne constituera pas un obstacle à la conclusion d'accords incluant le retrait des colonies. **Les colons, à l'exception d'une très petite minorité d'extrémistes, ne seront pas un obstacle à un accord de paix.**

2. **Le gouvernement israélien coopère avec les représentants ostensibles des colons – leurs leaders –, et ignore les souhaits et l'opinion de la majorité d'entre eux.** L'échec du gouvernement à accéder au désir de retrait des colons confine au mépris de la vie humaine. **Le gouvernement a fait de la grande majorité des colons des otages de ses propres choix politiques.**

3. **Il n'y a aucun fondement, quel qu'il soit, à l'appel au renforcement des "blocs de colonies", ni au relogement des colons dans ces "blocs" en cas de retrait. La plupart des colons ne veulent pas réemménager dans d'autres implantations, et les colons des zones constituant ces "blocs" sont, entre tous, les plus désireux d'échanger un retrait contre une indemnisation.**

Requêtes

1. **La formation d'une structure ministérielle entre les bureaux du Premier ministre, le ministère des Finances et le ministère du Logement pour mettre en place les infrastructures du retrait des colons contre compensation. Cette administration devra également répondre aux demandes des colons qui souhaitent un départ immédiat.** Cette administration devra définir la politique de réinstallation des colons au sein de l'État d'Israël pour tout ce qui concerne les terrains, la création de villages et l'assistance.

2. **Puisqu'il apparaît évident à la majorité des citoyens israéliens qu'un État palestinien sera formé dans les Territoires et que la majorité des colons privilégie la solution des compensations en échange d'un retrait, le gouvernement israélien doit immédiatement arrêter ses énormes investissements financiers dans les implantations. Le gouvernement devrait utiliser ne serait-ce qu'une partie de ces billions à couvrir l'indemnisation correcte des colons afin de permettre leur réinstallation en douceur au sein de l'État d'Israël.**